

NOM

LEMASSON

PRÉNOM

AURÉLIEN

ADRESSE PROFESSIONNELLE

Faculté de Droit et des Sciences Économiques (FDSE)
5 rue Félix Éboué, B.P. 3127, 87031 Limoges Cedex 1
aurelien.lemasson@unilim.fr

CURSUS UNIVERSITAIRE

DOCTORAT en *droit privé et sciences criminelles* (2010)
MASTER II recherche en *droit privé général et européen* (2005)
MAÎTRISE en droit : *carrières judiciaires et sciences criminelles* (2004)
MAÎTRISE en droit : *droit des affaires* (2004)
LICENCE en droit (2003)
DEUG de droit (2002)
DEUG de langues étrangères appliquées : *anglais-espagnol* (2002)
BACCALAURÉAT *littéraire* (2000)

FONCTIONS UNIVERSITAIRES

Professeur à l'Université de Limoges : Faculté de Droit et des Sciences Économiques (2016-...)
Professeur à l'Université du Littoral Côte d'Opale : Département de droit (2011-2016)
Agrégé des facultés de droit (2011)

RECHERCHE

Justice internationale pénale
Droit international pénal
Droit international humanitaire
Droit interne civil ou pénal

PÉDAGOGIE

Droit international pénal
Droit international humanitaire
Droit pénal substantiel ou procédural
Droit civil général

RECHERCHE (PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS)

Portail universitaire du droit : <https://univ-droit.fr/universitaires/4427-lemasson-aura-lien>

Axe 1 (MUTATIONS JURIDIQUES SOUS L'INFLUENCE DU DROIT EUROPÉEN)

NOTES, COMMENTAIRES ET FASCICULES

« De mauvaises conditions d'hébergement dans les locaux de détention n'admettent aucune qualification pénale. Les juridictions d'instruction peuvent donc refuser d'informer sur une plainte avec constitution de partie civile. Cass. crim., 20 janvier 2009 (Bull. crim., n° 18) » ; in : Annuaire de droit européen ; Émile Bruylant ; édition 2009 ; volume n° 7 ; 3 p ; octobre 2012 ; p 731 (participation à une chronique de l'OMIJ consacrée à l'influence de la Cour européenne de Strasbourg sur la Cour de cassation)

« Lorsqu'elle statue sur une permission de sortie, la juridiction de l'application des peines ne doit pas commettre d'excès de pouvoir par défaut ni porter atteinte à la substance même du droit au respect de la vie privée familiale. Cass. crim., 28 octobre 2009 (Bull. crim., n° 180) » ; 3 pages ; p 736 ; *ibidem*

« Toute personne morale, quelque soit sa nationalité, a le droit d'être entendue équitablement devant la justice pénale. Une association étrangère peut donc se constituer partie civile sans formalité particulière. Cass. crim., 8 décembre 2009 (Bull. crim., n° 205) » ; 3 pages ; p 739 ; *ibidem*

« Le motif d'annulation de la procédure tiré du défaut d'impartialité des enquêteurs de la police judiciaire est admissible mais doit être établi in concreto. Cass. crim., 14 mai 2008 (Bull. crim., n° 115) » ; in : Annuaire de droit européen ; Émile Bruylant ; édition 2008 ; vol. n° 6 ; 3 p ; sept. 2011 ; p 1010-1012

« La provocation policière à commettre une infraction pénale entraîne l'annulation de la procédure, sous réserve d'un état de flagrance, même lorsqu'elle est organisée par un agent de l'autorité publique étrangère. Cass. crim., 4 juin 2008 (Bull. crim., n° 141) » ; 3 pages ; *ibidem* ; p 1012-1014

« Motifs d'aggravation de la peine faussement tirés de l'attitude du prévenu envers les victimes. Cass. Crim., 24 janvier 2007 (Bull. crim., n°17) » ; in : Annuaire de droit européen ; É. Bruylant ; éd. 2007 ; vol. n° 5 ; 2 p ; août 2010 ; p 868-870

Axe 2 (JUSTICE EN MUTATION)

OUVRAGES

Entiers

« **La victime devant la justice pénale internationale : Pour une action civile internationale** » ; PULIM ; collection des « Publications de la Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Limoges » ; 804 p ; mars 2012 ; ISBN : 978-2-84287-562-6 ; version remaniée et actualisée au 1^{er} juillet 2011 de la thèse soutenue en avril 2010

Chapitres

« **La Cour pénale internationale et les victimes d'atrocités** » ; 19 p ; in : Statut de Rome de la Cour pénale internationale : Commentaire article par article ; 2^{ème} édition ; novembre 2019 ; éditions A. Pedone ; tome 1 ; 1 437 p ; p. 97 à 115 ; sous la direction de Julian FERNANDEZ (Université Panthéon-Assas), Xavier PACREAU (Université catholique de Lille) et Muriel UBÉDA-SAILLARD (Université de Lille) ; ISBN : 978-2-233-00925-8 ; voyez [en ligne] : <http://commentairecpi.com>

« **La condamnation de Charles Taylor en appel ou l'absence d'immunité confirmée pour tous les chefs d'État du monde** » ; 14 p ; in : L'immunité ; septembre 2017 ; Institut Universitaire Varenne ; collection Transition & Justice ; LGDJ ; 194 p ; p. 149 à 162 ; publication collective lancée par la Chaire d'excellence "GCAC" et l'IIRCO ; ISBN : 978-2-37032-121-3

« **Les "sections pour les crimes de guerre" de la Cour d'État de Bosnie-Herzégovine : une juridiction hybride atypique à Sarajevo** » ; 24 p ; in : Questions de droit pénal international, européen et comparé : Mélanges en l'honneur du Professeur Alain Fournier ; décembre 2013 ; PUN – éditions universitaires de Lorraine ; Institut François Gény ; 436 p ; ISBN : 978-2-8143-0173-3 ; p 295 à 320

ARTICLES

Avec comité de lecture

« **À la recherche d'une responsabilité pénale de l'entreprise pour un crime contre la paix et la sécurité du monde** » ; RRJ – Droit prospectif, 2023, n° 1 ; à paraître

« **Les femmes et la justice internationale pénale : comment faire évoluer les représentations stéréotypées ou "sexospécifiques" datant de 1945 ?** » ; RRJ – Droit prospectif, 2022, n° 2 ; p 949 à 967 ; (droit privé et sciences criminelles)

« **La fouille intracorporelle devant les juridictions internationales pénales** » ; RRJ – Droit prospectif, 2021, n° 2 ; p 967 à 978 ; (droit privé et sciences criminelles)

« **Pourquoi la justice internationale pénale ?** » ; 28 p ; Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale, sept. 2017, 2017/2-3, n° 114 ; p 207-233 ; DOI 10.3917/cips.114.0207 (Opinions et points de vue)

« **La condamnation de Charles Taylor : une première historique pour un chef d'État** » ; 5 p ; Recueil Dalloz, 27 septembre 2012, n° 33 ; p 2191 à 2195 ; (chronique)

« **Le "plan concerté" ou "complot contre la paix" : vers la conclusion de soixante ans d'indécision grâce au statut de la Cour pénale internationale** » ; Revue pénitentiaire et de droit pénal, juillet – septembre 2007, n° 3 ; p 611 à 633 ; (doctrine)

« **Le Crime contre la paix ou crime d'agression : de la réactivation d'une infraction de droit international classique...** » ; Revue de science criminelle et de droit pénal comparé, avril / juin 2006, n° 2 ; p 275 à 292 ; (doctrine)

COMMUNICATIONS

Avec actes

« **Les droits des victimes devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie : le bilan est-il vraiment celui que l'on semble croire ?** » ; in : La fermeture du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ; juillet 2015 ; Institut Universitaire Varenne ; collection Transition & Justice ; LGDJ ; 174 p ; p. 99 à 118 ; Actes du colloque organisé du 23 au 25 octobre 2014 à Limoges par l'Institut international de Recherche sur la Conflictualité (IIRCO) ; ISBN : 978-2-37032-047-6

« **Représentation et indemnisation des victimes devant la CPI** » ; ≈ 17 p ; communication lors d'un colloque international intitulé « Statut et représentations de la victime civile des conflits dans les sociétés anciennes et contemporaines » organisé les 30 septembre et 1er octobre 2011 par l'Université de Limoges et le Centre de la Mémoire d'Oradour-sur-Glane sous le haut patronage de Mme Carla DEL PONTE, ancien procureur du TPIY ; disponible dans le site de la Chaire d'excellence "Gestion du conflit et de l'après-conflit" [en ligne] : <http://fondation.unilim.fr/chaire-gcac> ; mis en ligne en décembre 2015

Sans actes

Intervention intitulée « **Le criminel contre l'humanité est-il un monstre ?** » à l'occasion d'une conférence pluridisciplinaire de l'*Institut d'Anthropologie Juridique (OMIJ)* consacrée au « *Monstre* » et organisée à Limoges le 25 février 2020 par Sébastien DHALLUIN, maître de conférences en histoire du droit à l'Université de Limoges ; voyez [en ligne] : < <http://histoireudroitpenal.fr/>>

Intervention sur « **Les femmes et la justice internationale pénale : comment faire évoluer les représentations stéréotypées ou 'sexospécifiques' datant de 1945 ?** » lors d'un séminaire de rentrée sur « **Les femmes protégées par les conventions internationales en leur qualité de victimes** » organisé à Besançon le 10 octobre 2018 à destination de l'ensemble des étudiants de Master en droit de l'Université de Franche-Comté, à l'occasion d'un projet de recherche sur « Les évolutions de la justice impliquant les femmes » s'intégrant à l'axe 3 intitulé « Nouveaux Juges, Nouvelles justices » du Centre de Recherches Juridiques de Franche-Comté

Intervention sur la « **Justice internationale pénale** » lors d'une conférence sur « **La Gouvernance mondiale** » organisée le 13 février 2014 par le Réseau Européen de Recherche en Droits de l'Homme (RERDH) à destination des lycéens de la Haute-Vienne, en partenariat avec l'option Droit et Grands Enjeux du Monde Contemporain

NOTES, COMMENTAIRES ET FASCICULES

Encyclopédies

« **Droit international humanitaire** » ; 17 p ; Répertoire de droit international ; Encyclopédie Dalloz ; publication initiale en 1998 ; actualisation à paraître en 2023

« **Justice internationale pénale (Crimes)** » ; 57 p ; Répertoire de droit pénal et de procédure pénale ; Encyclopédie Dalloz ; création en 2015 ; mise à jour à paraître en 2023

« **Justice internationale pénale (Procédure)** » ; 100 p ; Répertoire de droit pénal et de procédure pénale ; Encyclopédie Dalloz ; création en 2013 ; mise à jour à paraître en 2023

« **Justice internationale pénale (Institutions)** » ; 49 p ; Répertoire de droit pénal et de procédure pénale ; Encyclopédie Dalloz ; création en 2012 ; mise à jour à paraître en 2023

Dictionnaires

« **Génocide** » et « **Crime contre l'humanité** » ; 4 p ; in : Dictionnaire juridique de l'égalité et de la non-discrimination ; publication collective sous la codirection de Mmes Delphine THARAUD et Caroline BOYER-CAPELLE, maîtres de conférences à Limoges (OMIJ) ; janvier 2021 ; L'Harmattan ; collection « Le Droit aujourd'hui » ; 391 p ; p. 89-90 puis 196-197 ; ISBN : 978-2-343-21863-2

« **Déportation ou transfert forcé de population (crime contre l'humanité)** » ; 5 p ; in : Dictionnaire encyclopédique de la justice pénale internationale ; septembre 2017 ; Berger-Levrault ; collection Dictionnaire encyclopédique ; 1 052 p ; p. 320-324 ; publication collective sous la direction d'Olivier Beauvallet ; ISBN : 978-2-85130-248-9

Axe Transverse

OUVRAGES

Chapitres

« **La Vienne : propriétés et protection** » ; in : Regards croisés sur la Vienne : Enjeux et perspectives ; Les Chroniques de l'OMIJ, PULIM, n° 4 ; 4ème trimestre 2008 ; 112 p ; pages 37 à 52 ; (article coécrit avec Laurent Berthier, allocataire-moniteur en droit public)

ARTICLES

Avec comité de lecture

« **Convient-il de sauver l'accouchement sous X ?** » ; La semaine juridique JCP édition notariale et immobilière, 4 mars 2022, n° 9 ; étude famille n° 1102, p. 45-49 ; (filiation)

« **Les places respectives du genre humain et du genre animal dans le Code pénal : proposition d'un plan nouveau pour rompre avec son livre V "fourre-tout"** » ; 15 p ; Revue pénitentiaire et de droit pénal, oct. – déc. 2014, n° 4 ; p 777 à 791 ; (doctrine)

« **Le renouvellement de l'ordre public successoral par la RAAR [renonciation anticipée à l'action en réduction] : d'un ordre public substantiel à un ordre public formel** » ; 21 pages ; RRJ – Droit prospectif, 2012, n° 1 ; p 285 à 305 ; (droit civil)

« **Réflexion générale sur le droit commun de l'assurance obligatoire** » ; 31 pages ; Revue Générale du Droit des Assurances, 2011, n° 2 ; pages 423 à 454 ; (doctrine)

Sans comité de lecture

« **L'appel civil de droit commun n'est plus suspensif !** » , 4 p ; Billet de l'OMIJ, n°12, juillet 2022, [en ligne] : <https://www.unilim.fr/omij/publications-2/billets-delomij/>

COMMUNICATIONS

Avec actes

« **Propos introductifs sur la fraternité organisée** » ; in : La fraternité ; juin 2018 ; Institut Universitaire Varenne ; collection Colloques & Essais ; LGDJ ; 222 p ; p. 89-81 ; Actes du colloque organisé les 5-6 avril 2016 à la Faculté de Limoges par le RERDH

« **Rapport de synthèse sur le droit au bonheur** » ; in : Le droit au bonheur ; mai 2016 ; Institut Universitaire Varenne ; collection Colloques & Essais ; LGDJ ; 353 p ; p. 337 à 347 ; Actes du colloque organisé les 3 et 4 décembre 2014 à Limoges par le RERDH

« **L'obligation de porter secours : la voie n'est-elle pas trop étroite ?** » ; in : Héroïsme et droit ; avril 2014 ; Dalloz ; collection Thèmes & Commentaires ; 248 p ; p. 167 à 182 ; Actes du colloque organisé les 10 et 11 avril 2013 à Limoges par le RERDH

« **L'adéquation du contenu pénal des lois HADOPI au téléchargement illégal** » ; in : Technique et Droits humains : Justice, Personne humaine, Propriété intellectuelle, Environnement ; octobre 2011 ; Montchrestien, Lextenso éditions ; collection Grands Colloques ; 520 p ; p 367 à 381 ; Actes du colloque organisé du 20 au 23 avril 2010 aux Facultés de droit de Limoges et de Poitiers par le RERDH

« **L'adaptation du droit pénal français à la criminalité organisée** » ; 7 pages ; communication lue *in absentia* lors d'un colloque intitulé « Le perfectionnement de l'activité des autorités judiciaires pour la lutte contre la délinquance dans les conditions modernes » organisé les 2 et 3 novembre 2010 par L'Académie d'État d'économie mondiale de gestion et de droit de Tioumen (Russie) en partenariat avec la Douma de l'Oblast de Tioumen (Oural) ; in : Contemporary Aspect of Upgrading the Jurisdiction Activity in the Fight against Crime ; TSAWEML ; 7ème édition ; tome 1 ; 268 p ; 2010 ; pages 35 à 41 ; (publiée en français et en russe) ; ISBN 978-5-94221-136-3

ENCADREMENT DOCTORAL ET SCIENTIFIQUE

Fiche personnelle dans theses.fr : <https://theses.fr/fr/096363185>

DIRECTIONS DE THÈSE

« **Le crime d'agression en droit international pénal** » ; thèse préparée par M. YANN MOCAËR en vue d'obtenir le grade de docteur en droit privé et sciences criminelles ; Université de Limoges : École doctorale Droit et Science politique « Pierre Couvrat » : Faculté de droit et des sciences économiques : OMIJ (EA-3177) ; inscription en octobre 2019.

« Le mineur en droit international pénal : d'une implication comme objet passif du droit substantiel à une implication comme sujet actif de la procédure » ; thèse préparée par M. PIERRE-OLIVIER MANCEAU en vue d'obtenir le grade de docteur en droit privé et sciences criminelles ; Université de Limoges : École doctorale Droit et Science politique « Pierre Couvrat » : Faculté de droit et des sciences économiques : OMIJ (EA-3177) ; avec, pour le candidat, un financement sur trois années (90 000 €) accordé par l'Association pour le Développement de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en Limousin Poitou-Charentes (ADER-LPC) à la Fondation partenariale de l'Université de Limoges dans le cadre de la Chaire d'excellence "GCAC" ; 28 novembre 2016 ; disponible dans le site de la BU [en ligne] : <https://catalogue.unilim.fr/>.

PARTICIPATION A DES JURYS DE SOUTENANCE DE THÈSE

« L'effectivité des droits de la défense devant les juridictions pénales internationales : Contribution à l'étude de la procédure internationale pénale » ; 672 p ; thèse présentée et soutenue publiquement par OLIVIER SCHAUB pour obtenir le grade de docteur en droit ; Université Panthéon-Assas Paris II : École doctorale de droit international, droit européen, relations internationales et droit comparé ED 9 : Centre de Recherche sur les Droits de l'Homme et le Droit Humanitaire (CRDH) EA-3385 ; 14 décembre 2022 ; sous la codirection de M. OLIVIER DE FROUVILLE, professeur à Paris II, et de Mme RAPHAËLLE NOLLEZ-GOLDBACH, chargée de recherche au CNRS ; **rapporteur**

« La mémoire et le droit des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité depuis la Seconde Guerre mondiale : Comparaison Allemagne fédérale / France » ; 649 p ; thèse présentée et soutenue publiquement par CHARLOTTE-LUCIE BOUVIER pour obtenir le grade de docteur en droit ; Université de Poitiers : Faculté de droit et des sciences sociales : École doctorale Droit et Science politique « Pierre Couvrat » ED 088 : Institut de Sciences Criminelles – Équipe Poitevine de Recherche et d'Encadrement Doctoral en Sciences Criminelles (ISC-EPRED) EA-1225 ; 17 novembre 2014 ; sous la codirection de Mme BERNADETTE AUBERT, maître de conférences HDR à Poitiers, et de M. MICHEL MASSÉ, professeur émérite de l'Université de Poitiers ; **rapporteur** ; Publiée par l'Institut Universitaire Varenne avec le soutien financier de l'IIRCO ; « Collection des Thèses », n° 117 ; 517 p ; novembre 2015 ; ISBN : 978-2-84287-562-6

« Le bail commercial : Étude comparée du droit français et du droit iranien » ; 366 p ; thèse présentée et soutenue publiquement par AHMAD YOUSEFI SADEGHLOO pour obtenir le grade de docteur en droit privé ; Université de Limoges : École doctorale Droit et Science politique « Pierre Couvrat » : Faculté de droit et des sciences économiques : Observatoire des Mutations Institutionnelles et Juridiques EA-3177 ; 25 juin 2012 ; sous la direction de M. J.-P. MARGUÉNAUD, professeur à l'Université de Limoges ; **suffragant**

« Droit du logiciel : Genèse d'une théorie matérialiste » ; 450 p ; thèse présentée et soutenue publiquement par PIERRE DE OLIVEIRA pour obtenir le grade de docteur en droit privé ; Université de Limoges : École doctorale Sociétés et Organisations n° 526 : Faculté de droit et des sciences économiques : Centre de Recherches sur l'Entreprise, les Organisations et le Patrimoine EA-4332 (CRÉOP) ; 30 novembre 2011 ; sous la direction de Mme GHILAINE JEANNOT-PAGÈS, maître de conférences HDR à Limoges ; **rapporteur**